



BULLETIN D'INFORMATION DE L'UNION RÉGIONALE EST CGTR

Le 30 juin 2015

LA GRÈVE SE POURSUIT À LA CLINIQUE DURIEUX



Soutenu par La CGTR et l'UNSA le personnel de l'hémodialyse de la clinique Durieux du Tampon est en grève depuis le lundi 22 juin. Les salariés revendiquent le rétablissement d'une prime acquise depuis des années, 20 euros d'augmentation de salaire pour les employés, 30 euros pour les employés qualifiés et hautement qualifiés, 50 euros pour les techniciens et les techniciens hautement qualifiés, 60 euros pour les agents de maîtrise. Face au risque d'exposition au sang les salariés de la clinique demandent également une prime de 180 euros bruts qui existe d'ailleurs dans la plupart des centres de dialyse de l'île.

Après plus d'une semaine de grève la direction de la clinique continue de « jouer la montre » en espérant un pourrissement du conflit. Mais mal lui en prend car les salariés tiennent bon et dénoncent les agissements de la direction qui non seulement a fait appel à la préfecture pour réquisitionner des salariés pour travailler, mais transfèrent les malades dans divers centres, entraînant des contraintes pour ces derniers.

Une réunion de conciliation en présence de la direction du travail ayant abouti à aucun accord, les grévistes poursuivent leur mouvement pour obliger la direction de la clinique à mettre la main à la poche. Ils soulignent, à juste titre, que la clinique Durieux a les moyens de payer car elle fait un chiffre d'affaire de 14 000 euros par jour (300 euros par malade et par jour) et que contrairement à ce qu'elle prétend, les centres de dialyse ont les reins solides car « le marché » de la dialyse représente 560 millions d'euros par an à la Réunion.

Les grévistes i tienbo, i larg pa et ils ont raison !

À L'EPSMR LES SALARIÉS OBTIENNENT SATISFACTION

Au bout d'une journée de mobilisation le jeudi 26 juin des salariés de l'EPSMR, les syndicats CGTR et CFDT ont signé un protocole d'accord qui leur donne satisfaction sur leurs principales revendications.

Les salariés obtiennent donc le remplacement systématique des agents en congé longue maladie et en disponibilité, le respect du plan de titularisation avec l'ouverture des concours aux adjoints administratifs, les adjoints des cadres et les assistants médico-administratifs. La direction de l'EPSMR s'engage aussi à mettre en place un deuxième plan de titularisation à partir de septembre 2015 pour les contractuels de catégorie C des services techniques.

Grâce à leur mouvement de grève, les salariés ont freiné leur direction dans sa volonté de baisser les effectifs pour faire des économies sur le dos du personnel et des malades.

LA RÉPRESSION SYNDICALE CONTINUE !

Après les délégués d'eRcane, de Pico, d'OSR, c'est au tour d'un camarade de l'entreprise Alpha protection (entreprise de sécurité) d'être convoqué à un entretien préalable à licenciement pour « faute grave » le 3 juillet.

Les motifs évoqués par le patron de cette entreprise sont bidons. Comme les autres employeurs, il veut se débarrasser d'un militant qui s'est donné pour tâche d'organiser ses collègues de travail pour résister aux pressions patronales et pour faire respecter leurs droits, notamment la mise en place des délégués du personnel dans l'entreprise. Notre camarade qui a été le déclencheur de ces élections et qui s'est porté candidat se retrouve aujourd'hui sur la sellette parce que le patron ne veut pas de syndicat dans l'entreprise, en l'occurrence la CGTR.

Notre camarade qui a le soutien de ses collègues et bien sûr de la CGTR, est décidé à se battre pour rester dans l'entreprise et continuer à défendre ses droits et ceux des autres salariés de Alpha protection.

SICALAIT : OH LA VACHE !

Un audit financier réalisé au sein de la coopérative laitière Sicalait pointe du doigt des pratiques opaques et douteuses de celle-ci.

En effet, cet audit constate « *une volonté manifeste et revendiquée de masquer les liens capitalistiques entre la Sicalait et ses filiales aux yeux du public et de l'administration afin de préserver un potentiel de subventions attribuées* » (« Le Quotidien » du 30 juin 2015).

Ses Filiales Fermes et Jardins ne remontreraient pas certaines ventes à leurs adhérents.

Quant aux deux derniers directeurs de la coopérative ils auraient perçu pour l'un, des « jetons de présence » se montant jusqu'à 1,5 smic et pour l'autre, une indemnité de départ de 105 000 euros.

Les « auditeurs » sont surpris de la gestion commerciale et « *non coopérative* » de la Sicalait et des ses filiales.

Mais il n'y a rien d'étonnant à cela. Là où profit il y a, règne la loi du capitalisme avec ses secrets, ses magouilles, ses pots de vins, etc.

Les travailleurs en exigeant le contrôle des comptes des entreprises, la levée des tous les secrets commercial, bancaire, industriel et autres découvriront bien des pratiques malsaines de la part des capitalistes mais surtout auraient les moyens de faire échec à toute tentative de ces derniers de décider du sort des travailleurs dans leur dos

avec pour conséquences des fermetures d'entreprises, des licenciements, des compressions du personnel, des baisses de salaires, etc.

LE RÊVE DE VALLS : SILENCE, ET AU BOULOT !

Christiane Taubira ayant déclaré à des journalistes « *rêver d'un monde où l'on pourrait travailler 32 heures par semaine* », Manuel Valls a tenu à prendre immédiatement ses distances en proclamant que « *le travail, c'est une valeur* ».

La ministre de la Justice a ses rêves, mais le Premier ministre, lui, ne manque jamais une occasion de rappeler qu'il veille à la réalité, celle des patrons qui tiennent à la valeur du travail... des autres.

GRÈCE : LA DETTE PROFITE AUX CAPITALISTES

Le premier ministre grec, Alexis Tsipras a proposé au peuple grec de se prononcer par référendum sur les propositions des dirigeants des puissances européennes faites à la Grèce pour « l'aider » à rembourser sa dette.

« L'offre de la dernière chance » de la troïka (FMI, banque centrale européenne et Union européenne) consiste, en échange d'un versement de 7,2 milliards d'euros, à imposer aux travailleurs grecs un nouveau plan d'austérité.

Tsipras qui a déjà marqué des reculs devant les exigences des capitalistes et des banques européens est poussé par ceux-ci à imposer plus de sacrifices aux classes laborieuses grecques comme de nouvelles hausses de la TVA, la baisse des pensions des retraités, la suppression du départ en retraite anticipée, etc.

Les travailleurs grecs auraient raison de rejeter en bloc les mesures qui les étranglent et qui permettent aux banquiers de s'engraisser encore plus sur leur dos et de ne pas se plier à la dictature impérialiste qui les opprime.

Chaque mardi, de 18H00 à 19H30, l'Union Régionale Est CGTR organise dans son local une réunion d'information et de discussion sur les problèmes rencontrés par les travailleurs.

Venez nombreux !